



## Marche pour la Paix – 22 septembre 2018

Obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes aux plus grands problèmes du monde.

À l'heure actuelle, dans le monde, plus de 265 millions d'enfants ne sont pas scolarisés ; 22% d'entre eux sont en âge de fréquenter l'école primaire. Dans la dernière décennie, des progrès majeurs ont été accomplis dans l'amélioration de l'accès à l'éducation et dans l'accroissement des taux de scolarisation à tous les niveaux dans les écoles, en particulier pour les filles. Les savoirs de base ont progressé de façon spectaculaire, mais il convient de redoubler d'efforts pour avancer encore plus vite sur la voie de la réalisation des objectifs dans le domaine de l'éducation universelle. Ainsi, le monde est parvenu à réaliser l'égalité entre filles et garçons dans l'enseignement primaire, mais peu de pays ont atteint cette cible à tous les niveaux de l'éducation.

Pour qu'une éducation de qualité soit dispensée à tous, jusqu'aux plus démunis, des investissements conséquents sont nécessaires.

Ainsi, en France, à l'opposé de cela, le gouvernement prépare son budget dans le cadre d'une orientation de baisse des dépenses publiques. Cela se traduit par des baisses de budgets et des suppressions de postes dans toute la Fonction publique, dont l'Éducation Nationale. Pour le SNUipp-FSU, ces suppressions de postes sont incompatibles avec les annonces faites devant le Congrès du mois de juillet prétendant faire de « L'Éducation, le combat du siècle ». Une nouvelle saignée dans les moyens accordés à l'Éducation nationale ne peut pas se conjuguer avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite. Celui-ci, de la maternelle au lycée, a au contraire besoin d'une politique déterminée d'investissement pour répondre aux enjeux majeurs de l'Éducation et de la Formation, d'un même droit à l'éducation pour toutes et tous.

Ce droit, dans des conditions de qualité, n'est pas acquis pour toutes les enfants vivant en France. Certains territoires sont sacrifiés. L'origine sociale conditionne les parcours scolaires. L'incapacité de l'institution scolaire à réduire les inégalités de naissance est désastreuse car elle s'oppose au principe républicain d'égalité. L'idéal affiché d'une société et d'une école inclusives se heurte aux conséquences de la crise économique et à l'absence de volonté politique pour les compenser. On observe une précarisation croissante et un accroissement des inégalités sociales. Ce sont les plus pauvres, et notamment les migrant-es, les familles installées dans des zones isolées de certains DOM, qui font les frais du désengagement de l'État.

Le récent afflux de migrant-es dans les pays européens rend encore plus nécessaire le travail pour la scolarisation de toutes et tous quelle que soit la situation administrative des parents.

Le SNUipp et la FSU mettent tout en œuvre pour faire valoir le droit fondamental à l'éducation. Une des missions de l'école est de contribuer à créer du commun pour le vivre ensemble. L'école publique est le lieu qui doit permettre à tous et toutes l'accès au savoir, dans un esprit d'ouverture à la diversité, d'égalité et de justice dont la gratuité est garante. Mais l'école seule, bien que levier majeur de transformation sociale, ne peut pas tout. C'est une approche collective, solidaire, et de la société toute entière, qu'il faut promouvoir.